



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**CONSULTATION N° 2025 250825 0000**

---

**Réaménagement des locaux pour le SCDI  
Bâtiment A et H au RDC - Ancienne école de chimie  
8 rue de l'École Normale à Boutonnet  
UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER PAUL-VALÉRY**

---

**UNIVERSITÉ MONTPELLIER PAUL-VALÉRY**  
Route de Mende  
34199 MONTPELLIER CEDEX 5  
Tél : 04 67 14 23 66

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.2 - Contrôle technique .....	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	5
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	5
4.2 - Délai d'exécution .....	5
5 - Prix .....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6 - Garanties Financières .....	6
7 - Avance .....	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	6
8 - Modalités de règlement des comptes .....	7
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	7
8.4 - Paiement des cotraitants.....	8
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
8.6 - Approvisionnement .....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	9
9.2 - Implantation des ouvrages .....	9
9.3 - Préparation et coordination des travaux.....	9
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	9
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	9
9.3.3 - Registre de chantier .....	10
9.4 - Études d'exécution.....	10
9.5 - Installation et organisation du chantier .....	10
9.5.1 - Installation de chantier.....	10
9.5.2 - Signalisation de chantier .....	10
9.5.3 - Application de réglementations spécifiques .....	10
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	10
9.6.1 - Documents à fournir après exécution .....	10
9.6.2 - Gestion des déchets de chantier .....	11
9.6.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	11
9.7 - Développement durable .....	11
9.8 - Réception des travaux .....	11
9.8.1 - Dispositions applicables à la réception .....	11
9.8.2 - Réception partielle.....	11
9.8.3 - Épreuves concluantes.....	11

10 - Garantie des prestations.....	11
11 - Pénalités .....	12
11.1 - Pénalités de retard.....	12
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
11.3 - Autres pénalités spécifiques .....	12
12 - Assurances .....	13
13 - Résiliation du contrat.....	13
13.1 - Conditions de résiliation .....	13
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
14 - Règlement des litiges et langues .....	13
15 - Dérogations .....	14

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Le réaménagement des locaux pour le SCDI - Bâtiment A et H au rez-de-chaussée - UNIVERSITÉ MONTPELLIER PAUL-VALÉRY.

Lieu(x) d'exécution :

Site Boutonnet : Ancienne école de chimie - 8 rue de l'école normale à Montpellier.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il est prévu une décomposition en 5 lots :

Lot(s)	Désignation
LOT 1	CLOISONS - DOUBLAGES - PLAFONDS
LOT 2	PEINTURE - RDSO - RDSS
LOT 3	MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES BOIS
LOT 4	PLOMBERIE - SANITAIRES
LOT 5	ÉLECTRICITÉ CFO-CFA

LOT 01 - Montants : maximum yc PSE = 4 000 € TTC

LOT 02 - Montants : maximum yc PSE = 72 000 € TTC

LOT 03 - Montants : maximum yc PSE = 18 000€ TTC

LOT 04 - Montants : maximum yc PSE = 54 000 € TTC

LOT 05 - Montants : maximum yc PSE = 40 000 € TTC

### 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), le cadre de mémoire technique (un acte d'engagement par lot)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- le cahier des clauses techniques communes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique sur la base du cadre fourni à cet effet
- L'attestation de visite

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est désigné :

SAS NOUGARET Architecte  
Monsieur François NOUGARET

2 Allée du Levant  
34970 LATTES

Tél. : 04 34 81 32 09  
Mob. : 06 26 55 19 73  
Courriel : [contact@nougaret-architecte.com](mailto:contact@nougaret-architecte.com)

### 3.2 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE IC MONTPELLIER  
310 Rue de la Sarriette  
Zone Ecoparc  
34130 SAINT AUNES

Mob. : 06 35 02 70 53  
Courriel : [bgc.languedoc-roussillon@apave.com](mailto:bgc.languedoc-roussillon@apave.com)

### 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le CSPS Sera désigné ultérieurement.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 3 semaines de préparation - 6 semaines d'exécution - un an de GPA.

Le calendrier prévisionnel d'exécution est élaboré par le titulaire dans le cadre de la consultation. Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

Ce planning, s'il est accepté par la maîtrise d'ouvrage (au regard des impératifs de continuités de service) lors de la première réunion de chantier, devient contractuel.

### 4.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de : 6 semaines.  
Ce délai correspond au délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations par tous les lots. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

## 6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

## 7 - Avance

Sans objet

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois. Ce taux est porté à 30% si le bénéficiaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du CCP

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.2 du CCAG-Travaux. Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique : - Identifiant de la structure publique (SIRET) : 93249089900014

### 8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

#### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

#### **8.6 - Approvisionnement**

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.



## 9 - Conditions d'exécution des prestations

### Adresse d'exécution :

UNIVERSITE PAUL VALERY  
Site Boutonnet  
8 Rue de l'École normale  
34090 MONTPELLIER

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges techniques particulières.

### **9.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

### **9.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### ***9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux***

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 3 semaines.

Cette période débute à compter de la notification du marché. A titre indicatif, le démarrage des travaux est prévu à compter d'octobre 2025.

#### ***9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier***

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi

suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3.3 - Registre de chantier**

Par dérogation de l'article 28.5. du CCAG, Il n'est pas prévu de registre de chantier.

## **9.4 - Études d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

## **9.5 - Installation et organisation du chantier**

### **9.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Le chantier est situé au sein d'un établissement recevant du public en exploitation. Le règlement, l'approvisionnement du chantier et les déplacements des personnels ne devront pas perturber son fonctionnement.

L'organisation et la sécurité du chantier incombent à l'entreprise qui mettra en place à ses frais toutes les installations nécessaires à ses propres travaux, respectant ainsi les règlements en vigueur.

### **9.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

### **9.5.3 - Application de réglementations spécifiques**

Les réglementations spécifiques dans le CCTP sont applicables.

## **9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.6.1 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2. et de l'article 40 du CCAG, en cas de retard dans la remise des plans, DOE et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 50,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

### **9.6.2 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Dans le cadre d'une démarche d'exemplarité en matière de protection de l'environnement, le tri des déchets dans le chantier sera demandé.

### **9.6.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Les éléments composants le DOE sont sur le CCTP.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : PDF, DWG

## **9.7 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Recyclage des matériaux issus des travaux,
- Eviter d'utiliser les produits toxiques, ou polluant
- Réduire l'impact sur la biodiversité

## **9.8 - Réception des travaux**

### **9.8.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

### **9.8.2 - Réception partielle**

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

### **9.8.3 - Épreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

## **10 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à

compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## 11 - Pénalités

### 11.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3. du CCAG-Travaux, en cas de retard d'exécution des tâches et des ouvrages, il sera appliqué au titulaire, une pénalité égale à 50,00 € par jour de retard. Ces sommes seront appliquées sur les sommes dues au titulaire.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

### 11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 11.3 - Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Rapports			
LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Absence du plan de prévention	A la reunion pré-travaux	A la première réunion	50 € par jour calendaire de retard
Absence ou retard d'un représentant du «Titulaire » à chaque réunion	Selon convocation	A chaque réunion	50 €

LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Absence des Bordereaux de suivi des déchets	CCTP	A chaque dépassement	100 € par dépassement constaté
Gêne de la continuité de service sans prévenir et mise en danger d'autrui	CCTP	Toute la durée du chantier	500€ par constat
Non respect du tri et du rejet des eaux de chantier pollué	CCTP	Toute la durée du chantier	100€ par constat
Non respect de la propreté du chantier	Si hors des zones prévues	Chaque soir	100€ par constat
Remise des documents	CCTP	A chaque constat	50€ par jour de retard

Ces pénalités seront applicables directement sur les factures à régler ou par émission d'un titre de recette, sur simple décision unilatérale du Maître d'Ouvrage et/ou son Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO). Sa décision est sans appel.

## 12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 13 - Résiliation du contrat

### 13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 15 - Dérogations

- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux